



HAL
open science

**Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes.
Enjeux et limites de la contre-cartographie en Guyane
française**

Matthieu Noucher

► **To cite this version:**

Matthieu Noucher. Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes. Enjeux et limites de la contre-cartographie en Guyane française. Diane Bracco; Lucie Genay. Contre-cartographier le monde, Presses universitaires de Limoges, pp.55-68, 2021, 978 284 287 834 4. halshs-03308016

HAL Id: halshs-03308016

<https://shs.hal.science/halshs-03308016>

Submitted on 29 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

[VERSION AUTEUR AVANT MISE EN PAGE DE L'EDITEUR]

Matthieu Noucher, Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes.
Enjeux et limites de la contre-cartographie en Guyane française.
In Diane Bracco et Lucie Genay (éds.),
Contre-cartographier le monde, Presses universitaires de Limoges, 2020, 55-68.

Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes : enjeux et limites de la contre-cartographie en Guyane française

Matthieu NOUCHER

CNRS – UMR 5319 PASSAGES – Bordeaux

Si, dans le domaine des politiques publiques, le recours à la carte ne constitue pas un fait nouveau, la cartographie connaît aujourd'hui un essor fulgurant¹. Celui-ci s'expliquerait à la fois par le besoin croissant de représenter des phénomènes de plus en plus complexes² et par l'expansion sur Internet des usages de la carte bien au-delà de la sphère des experts du domaine³. Les cartes sont toujours porteuses de formes de savoir socialement construit, subjectif et idéologique⁴ ; cette « boulimie cartographique »⁵ n'est donc pas neutre. Dès lors, de nombreux travaux dans le champ de ce que les géographes anglophones appellent la *cartographie critique* cherchent à *dénoncer* cette profusion de cartes en les analysant comme des vecteurs de « gouvernementalité », c'est-à-dire comme des modes de rationalisation et de régulation des relations entre populations, ressources et État⁶. En adoptant une perspective plus proche de Michel de Certeau⁷, d'autres études visent à détourner et *braconner* les cartes dominantes dans le cadre de controverses locales ou globales. Les communautés autochtones des Amériques sont de plus en plus impliquées dans ces contre-cartographies qui peuvent conduire à *renverser* les conventions cartographiques occidentales. Ces résistances s'inscrivent dans un contexte plus large de décolonisation des savoirs encore balbutiant.

En s'appuyant sur des exemples en provenance de la Guyane française, la déclinaison de ces trois registres de résistance – dénoncer, braconner, renverser – permettra d'aborder différentes pratiques de contre-

¹ Henri DESBOIS, « La carte et le territoire à l'ère numérique », *Socio*, n° 4, 2015, p. 39-60.

² Jean-Marc BESSE et Gilles A. TIBERGHEN (dir.), *Opérations cartographiques*, Actes Sud, 2017.

³ Matthieu NOUCHER, *Les petites cartes du web. Approche critique des nouvelles fabriques cartographiques*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure, 2017.

⁴ Pierre LASCOUMES, « Gouverner par les cartes », *Genèses*, n° 68, 2007, p. 2-3.

⁵ Matthieu NOUCHER, Irène HIRT et Xavier ARNAULD DE SARTRE, « Mises en chiffres, mises en cartes, mises en ordre du monde : pour des approches critiques des métrologies de l'espace », *Espaces Temps*, 2019, doi:10.26151/espacestems.net-ny99-7659.

⁶ Michel FOUCAULT, « L'éthique du souci de soi comme pratique de la liberté ». *Dits et écrits IV* (1984), Paris, Gallimard, 1994.

⁷ Michel DE CERTEAU, *L'Invention du quotidien, 1. : Arts de faire* (1980), Paris, Gallimard, 1990.

cartographies. Seule région ultramarine d'Europe située en Amérique du Sud, la Guyane est confrontée à des controverses intenses autour du devenir des activités minières, à l'image du projet emblématique de la Montagne d'Or. Des revendications cartographiques oscillant entre priorités environnementalistes, indigénistes ou industrielles s'affrontent ainsi régulièrement. Nous en proposons un rapide panorama et une analyse critique. La promesse implicite d'un *empowerment* par la carte semble alors inachevée, tant les peuples autochtones apparaissent, une fois de plus, comme totalement marginalisés par ces *combats de cartes*.

Dénoncer le pouvoir des cartes : la cartographie critique

Analyser les intentionnalités et la performativité des cartes

Si la carte a souvent été perçue comme « l'outil essentiel du géographe »⁸, de nombreux travaux en géographie – et plus généralement en sciences sociales – ont contesté la vision scientifique supposément neutre selon laquelle la cartographie ne serait le fruit que d'une progression constante et cumulative pour valoriser une représentation idéalisée de la *réalité*. Les postulats positivistes de la carte comme représentation objective du territoire ont été ainsi largement remis en cause dès la fin des années 1970. Cette « rupture épistémologique »⁹ a été portée par les tenants de la *cartographie critique* dont le texte de Brian J. Harley, sorti en 1989, constitue une référence¹⁰. Il invite à concevoir les cartes non comme des miroirs de la nature, mais plutôt comme des textes culturels dont la rhétorique peut être analysée en s'inspirant des déconstructions proposées par Derrida¹¹ en y associant les écrits de Foucault sur les relations savoir-pouvoir¹².

Harley prône la déconstruction des cartes pour révéler les deux formes de pouvoir qu'elles recèlent. Le premier, le *pouvoir externe* est celui du cartographe ou de son commanditaire qui sont les seuls à choisir ce qui va être montré ou caché. Les analyses de l'intentionnalité sociale de la carte permettent alors de mettre en exergue son caractère fondamentalement rhétorique. De nombreuses études historiques¹³ démontrent que les cartes ne sont pas des relevés passifs d'objets géographiques, mais sont au contraire influencées par de multiples facteurs (classe sociale, genre,

⁸ Georges ROQUES, « La carte, le géographe et le cartographe », *Tréma*, n° 1, 1992, p. 41-46.

⁹ Jeremy W. CRAMPTON, « Maps as social constructions: power, communication and visualization », *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 2, 2001, p. 235-252.

¹⁰ Brian J. HARLEY, « Deconstructing the Map », *Cartographica*, vol. 26, n° 2, 1989, p. 1-20.

¹¹ Jacques DERRIDA, *De la grammatologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1967.

¹² Michel FOUCAULT, « Surveiller et punir », in Michel FOUCAULT (dir.), *Œuvres II* (1975), Paris, Gallimard, 2015, p. 261-613.

¹³ On peut citer par exemple Hélène BLAIS, *Mirages de la carte. L'invention de l'Algérie coloniale*, Paris, Fayard, 2014.

religion, ethnicité, etc.). Le second, le *pouvoir interne*, renvoie aux effets d'iconisation de la carte. Il relève l'impact des représentations cartographiques sur la pensée des acteurs qui les utilisent, du fait de leur performativité¹⁴. Ainsi, non seulement les cartes ne sont pas neutres, mais elles agissent sur le changement social en véhiculant des catégories particulières d'analyse du monde.

En Guyane, une cartographie institutionnelle « figée » ?

Au cœur du Bouclier des Guyanes¹⁵, la situation de la Guyane française témoigne des défis qui accompagnent toute ambition cartographique : l'étendue du territoire, son faible taux d'occupation, les interactions transfrontalières de toutes natures mais aussi les difficultés d'arpentage du massif amazonien ou encore son taux de couverture nuageuse élevé qui rend particulièrement délicates les prises de vue (photographie aérienne ou imagerie satellite) en font une région à forts enjeux cartographiques¹⁶.

De grands récits d'explorateurs accompagnés de nombreux mythes cartographiques ont façonné son histoire. Le cas du toponyme des imaginaires Monts Tumuc-Humac en est l'exemple emblématique¹⁷. Ces reliefs doivent leur popularité, en France, aux explorations du médecin militaire Jules Crevaux pour qui ils constituent un idéal inaccessible, puis aux récits du géographe Henri Coudreau qui ira jusqu'à prétendre avoir franchi les « hauts cols des Tumuc-Humac » et en dressera la carte en 1887. À partir des années 1950, les photographies aériennes révèlent l'inexistence d'une réelle chaîne de montagne. Pourtant, ce toponyme, bien pratique d'un point de vue géopolitique pour marquer une frontière *naturelle* avec le Brésil, apparaîtra sur les cartes de l'IGN jusqu'à la fin des années 1960 ! Ces mythes cartographiques entretenus par la puissance publique n'ont rien d'anecdotique dans une région comme celle du Bouclier des Guyanes puisqu'on y trouve de très nombreux conflits frontaliers¹⁸ qui se règlent à coup de cartes et contre-cartes et dont les toponymes constituent bien souvent des éléments clés des argumentaires des différentes parties en conflit. Ce fut le cas notamment en 1900 lorsque

¹⁴ Raymond B. CRAIB, « Cartography and power in the conquest and creation of New Spain », *Latin American Research Review*, vol. 35, n° 1, 2000, p. 7-36.

¹⁵ Entité géomorphologique qui regroupe le Nord du Brésil (Amapá), la Guyane française, le Suriname, le Guyana et une partie du Venezuela.

¹⁶ Matthieu NOUCHER et Laurent POLIDORI (dir.), *Atlas critique de la Guyane*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

¹⁷ Jean HURAUULT, « Montagnes mythiques : les Tumuc-Humac », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 53, n° 212, 2000, p. 367-391.

¹⁸ Aujourd'hui encore le Venezuela conteste son tracé frontalier avec le Guyana ; celui-ci est également en conflit avec le Suriname qui lui-même remet en cause la délimitation qui le sépare du sud-ouest de la Guyane française. À ces conflits frontaliers terrestres s'ajoutent de très nombreux conflits frontaliers maritimes. L'abondance des ressources minérales qui caractérise cette zone stratégique n'est sans doute pas étrangère à ces revendications territoriales.

la Suisse prononça sa sentence d'arbitrage pour résoudre le Contesté entre la France et le Brésil : la toponymie fut un élément clé du jugement¹⁹.

Aujourd'hui encore, les cartes institutionnelles semblent avoir figé leur toponymie pour mieux marquer le territoire national. Les cartes de l'IGN perpétuent, par exemple, les toponymes hérités des explorations des XIX-XX^{èmes} siècles dans les secteurs aurifères comme en témoigne la persistance de placers – souvent inactifs – aux noms évocateurs : « Panne », « Bon secours », « Bon espoir », « Patience », « Certitude », « Enfin », « Repentir », « Misère », etc. Mis bout à bout, ces toponymes français permettent de lire l'histoire d'une migration, celle de l'entrée progressive dans la forêt par les colons français²⁰. Ils correspondent à l'accumulation de noms recueillis tout au long de son histoire coloniale et tendent à valoriser, voire à idéaliser la figure du prospecteur, elle-même associée à celle d'un pionnier venant parfois de très loin. Ils témoignent surtout de l'incapacité de ces expériences pionnières à décoder les marqueurs autochtones. Pourtant le paysage toponymique local se caractérise par sa richesse et sa diversité issues d'influences à la fois amérindienne, brésilienne, surinamaïse, créole, bushinengue, hmong. Des travaux de cartographie participative ont été menés par des anthropologues pour recenser et localiser les toponymes amérindiens Teko et Wayapi²¹. Mais la Commission Nationale de la Toponymie (CNT) refuse de les intégrer pour des raisons de « souveraineté cartographique »²². La déconstruction des toponymes des cartes officielles permet donc de souligner les choix politiques et idéologiques qu'elles soutiennent et de mettre en lumière le patrimoine immatériel qu'elles tendent à invisibiliser. Elle permet également de mieux comprendre pourquoi ce sont désormais les citoyens qui décident eux-mêmes de concevoir leurs propres cartes ou de braconner les cartes dominantes.

¹⁹ Stéphane GRANGER. « Le Contesté franco-brésilien : enjeux et conséquences d'un conflit oublié entre la France et le Brésil », *Outre-mers*, vol. 98, n° 372-373, 2011, p. 157-177.

²⁰ Emmanuel LEZY, *Guyane, Guyanes, une géographie « sauvage » de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, Belin, 2000.

²¹ Pierre GRENAND, Françoise GRENAND, Pierre JOUBERT, Damien DAVY, « Pour une histoire de la cartographie des territoires teko et wayäpi (Commune de Camopi, Guyane française) », *Revue d'ethnoécologie*, vol. 11, 2017 ; Marie FLEURY, Tasikale ALUPKI, Aimawale OPOYA et Waiso ALOÏKE, « Les Wayana de Guyane française sur les traces de leur histoire », *Revue d'ethnoécologie* [en ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 01 juillet 2016. URL : <http://journals.openedition.org/ethnoecologie/2711> [consulté le 01/09/2019]

²² Matthieu NOUCHER, « The Place Names of French Guiana in the Face of the Geoweb: Between Data Sovereignty, Indigenous Knowledge, and Cartographic Deregulation », *Cartographica: The International Journal for Geographic Information and Geovisualization*, vol. 55, n° 1, 2020, p. 15-28.

Braconner le pouvoir des cartes : la contre-cartographie

La cartographie comme instrument de contestation sociale

Depuis plusieurs années, une forme de démocratisation de la cartographie s'opère. De multiples acteurs, traditionnellement exclus du processus de production cartographique – les habitants de quartiers, peuples autochtones, mouvements écologistes, etc. – se sont appropriés les outils et modes de représentation de la cartographie pour faire pression sur les politiques publiques. Le développement de méthodes participatives de cartographie, a conduit à la mise en œuvre d'un ensemble de protocoles et de dispositifs consistant à impliquer la population concernée dans la conception et la production des cartes : la carte n'est donc plus l'exclusivité de l'expert. L'essor des technologies numériques a pu aussi contribuer à une forme de démocratisation des outils cartographiques : les systèmes d'information géographique réservés aux *géomaticiens* cohabitent désormais avec la cartographie en ligne, les globes virtuels et autres géoportails dont la prise en main est grandement facilitée²³.

Ainsi, depuis quelques décennies, on assiste à l'inversion du pouvoir des cartes, c'est-à-dire à cette idée que la carte peut donner la voix aux citoyens, voire à des groupes marginalisés, ou des minorités mal ou peu représentées sur les cartes dominantes. De cette manière, elle constitue un instrument d'*empowerment* i.e. de renforcement social parce qu'elle permet de mettre à plat des problématiques, des controverses ou des conflits spatiaux, et de les rendre visibles. La cartographie devient ainsi un instrument de contestation sociale et de justice socio-spatiale. Dans un texte fondateur publié en 1995, la sociologue Nancy Peluso a qualifié ce type d'initiative de « contre-cartographie »²⁴. Décrivant les luttes sur les ressources forestières à Kalimantan, en Indonésie, elle caractérise la contre-cartographie comme une stratégie utilisée par les militants locaux et leurs alliés pour « s'approprier les techniques et le mode de représentation de l'État pour renforcer la légitimité des revendications “coutumières” sur les ressources »²⁵. Dix ans plus tard, Harris et Hazen proposent à leur tour une définition plus large considérant que la contre-cartographie intègre

tout effort qui remet fondamentalement en question les hypothèses ou les préjugés de la cartographie conventionnelle, qui questionne les effets de la cartographie ou qui s'engage dans la cartographie pour renverser les relations de pouvoir²⁶.

²³ Thierry JOLIVEAU, Matthieu NOUCHER et Stéphane ROCHE, « La cartographie 2.0, vers une approche critique d'un nouveau régime cartographique », *L'information Géographique*, Armand Colin, vol. 77, n° 4, 2013, p. 29-46.

²⁴ Nancy LEE PELUSO, « Whose Woods Are These? Counter-mapping Forest Territories in Kalimantan, Indonesia », *Antipode*, vol. 27, n° 4, 1995, p. 383-406.

²⁵ Traduction de l'auteur de Nancy LEE PELUSO, *ibid.*, p. 384.

²⁶ Traduction de l'auteur de Leila M. HARRIS et Helen D. HAZEN, « Power of Maps: (Counter) Mapping for Conservation », *ACME*, vol. 4, n° 1, 2005, p. 115.

Avec cette définition, on pourrait dès lors percevoir dans la contre-cartographie un prolongement de la cartographie critique puisqu'il s'agit non seulement de déconstruire les cartes dominantes mais aussi de reconstruire des représentations alternatives pour renverser le pouvoir des cartes.

Des projets de contre-cartographie ont été menés par des acteurs aux profils variés : des étudiants contre des politiques universitaires²⁷, les peuples autochtones qui luttent contre les industries extractivistes²⁸, les défenseurs des droits des migrants en Europe²⁹, des militants qui veulent reconquérir les espaces *queer* et les expériences vécues dans la ville³⁰, ou encore des universitaires exposant les violations de la vie privée et la collecte passive de données³¹. Certains collectifs sont multi-thématiques. C'est le cas de *Guerrilla Cartography*, une ONG états-unienne qui publie, notamment sur son site web³², de multiples atlas thématiques ayant pour objectif d'appréhender des sujets de société aussi divers que l'eau³³ ou l'alimentation³⁴ par le prisme des cartes. Les atlas produits mélangent données inédites recueillies par les militants et détournement artistique de cartes officielles.

Un recueil imposant d'une quarantaine de contre-cartes sorti en 2019 sous le titre *This is not an atlas* à l'initiative du collectif Oranotango+ témoigne de la richesse des initiatives en cours³⁵. Ces nombreux exemples démontrent que la contre-cartographie est moins définie par une technologie, une méthode ou un mode de représentation spatiale, que par

²⁷ Counter Cartographies Collective, Craig DALTON et Liz MASON-DEESE. « Counter (Mapping) Actions: Mapping as Militant Research », *ACME*, vol. 11, n° 3, 2012, p. 439–466.

²⁸ Sébastien CAQUARD, Annita LUCCHESI, Daviken STUDNICKI-GIZBERT, Leah TEMPER et Thomas MCGURK, « Using maps as a weapon to resist extractive industries on Indigenous territories », *The Conversation*, 2019. URL : <https://theconversation.com/using-maps-as-a-weapon-to-resist-extractive-industries-on-indigenous-territories-111472> [consulté le 28/11/2020]

²⁹ Maribel CASAS-CORTÉS, Sebastian COBARRUBIAS, Charles HELLER et Lorenzo PEZZANI, « Clashing Cartographies, Migrating Maps: The Politics of Mobility at the External Borders of E.U.Rope », *ACME*, vol. 16, n° 1, 2017, p. 1-33.

³⁰ Jen Jack GIESEKING, « Crossing over into Neighbourhoods of the Body: Urban Territories, Borders and Lesbian-Queer Bodies in New York City », *Area*, vol. 48, n° 3, 2016, p. 262–270.

³¹ Amy D. PROPEN, « Critical GPS: Toward a New Politics of Location », *ACME*, vol. 4, n° 1, 2005, p. 131-144.

³² Guerrilla Cartography [en ligne], Oakland, CA, [s.e.], [s.d.] URL : <https://www.guerrillacartography.org/> [consulté le 28/11/2020]

³³ Jensen DARIN et Molly ROY (dir.), *Food: An Atlas*, Oakland, California, Guerrilla Cartography, 2013.

³⁴ Jensen DARIN, Alicia COWART, Susan POWELL, Molly ROY, Chandler STERLING et Maia WACHTEL (dir.), *Water: An Atlas*, Oakland, California, Guerrilla Cartography, 2017.

³⁵ Kollektiv Oranotango+ (dir.), *This Is Not an Atlas. A Global Collection of Counter-Cartographies*, Bielefeld, Transcript, 2018.

une volonté similaire de remise en question des asymétries de pouvoir dans (et à travers) la cartographie.

En Guyane, des montages (carto)graphiques à la production de données inédites

Dans les Amériques, de nombreux collectifs mobilisent désormais la contre-cartographie pour faire face aux industries extractivistes. En Guyane française, si la montée en puissance de contre-cartes pour contester les activités aurifères légales ou illégales s'observe depuis peu, des registres variés de mobilisation occupent aujourd'hui l'espace public.

Une première forme de réutilisation des cartes dans les actions de revendications et de résistance est perceptible sur les murs des villes, au bord des routes, sur les places des marchés ou encore sur les réseaux sociaux (figures 1 et 2). Ses détournements cartographiques visent, pour la plupart, à alimenter les luttes en cours. Ils laissent apparaître une Guyane tantôt pillée, tantôt balafmée qui contraste avec les imaginaires associés au tapis vert, homogène et intact que serait la forêt de l'intérieur.



Figure 1 : Affiche d'opposants aux activités extractivistes sur les murs de St Laurent-du-Maroni. La carte est au cœur de l'iconographie contestataire. © Matthieu Noucher, mars 2019.

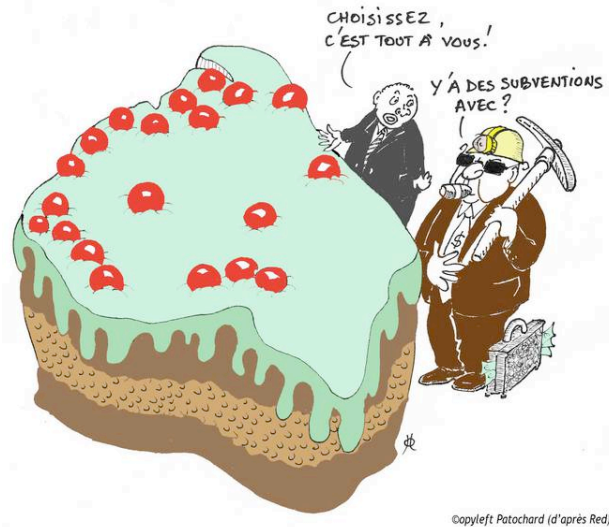


Figure 2 : Caricature diffusée par le collectif *Or de Question* sur les réseaux sociaux à la suite de l'attribution par la Préfecture de nouveaux permis d'exploitation. © Patochard, juillet 2019.

Une deuxième forme de revendication par les cartes s'appuie sur le Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Celui-ci est en effet couramment utilisé comme référence par les mouvements sociaux pour réclamer leur droit à l'accès à l'information au nom de la transparence démocratique. Des obligations légales engagent maintenant les États à mettre à disposition les données environnementales sur des plateformes Internet³⁶, comme c'est le cas avec GéoGuyane³⁷. Lorsqu'elles sont diffusées, les données sont parfois reprises et traitées par la société civile. Ainsi, l'association *SystExt* tient à jour le site *Panoramine*³⁸ qui recense tous les permis miniers en France. Fin avril 2009, une carte dédiée à la Guyane produite en partenariat avec le collectif *Or de question* soulignait « la grande braderie du territoire »³⁹ en affichant sur une même carte (figure 3) une information jusque-là fragmentée dans divers dossiers administratifs, à savoir l'ensemble des concessions, permis d'exploration, permis d'exploitation et demandes en cours. L'objectif de cet inventaire est alors clairement stipulé : rendre

³⁶ Pierre GAUTREAU et Matthieu NOUCHER, « Gouvernance informationnelle de l'environnement et partage en ligne des données publiques. Politiques et pratiques de l'opendata environnemental (Amérique du sud – France) », *Netcom : networks and communication studies*, vol. 27, n° 1-2, 2013, p. 5-21.

³⁷ <http://www.geoguyane.fr> [consulté le 28/11 /2020]

³⁸ <http://www.panoramine.fr> [consulté le 28/11 /2020]

³⁹ Hélène FERRARINI, « En Guyane, les groupes miniers préparent « la grande braderie » du territoire », *Reporterre* [en ligne], 30 avril 2019.

visible sur une seule carte « les 360 000 hectares de forêt qui peuvent potentiellement être saccagées pour le profit des multinationales »⁴⁰.

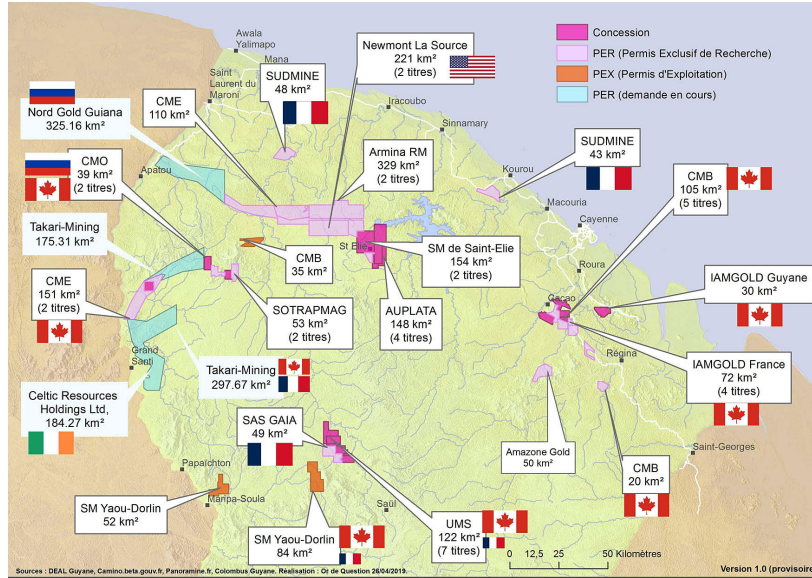


Figure 3 : Pour montrer l'importance de l'activité minière, au-delà du seul projet de la Montagne d'Or qui occupe tout l'espace médiatique, le collectif *Or de question* en collaboration avec l'association *SystExt* a diffusé dans la presse en avril 2019 cet inventaire cartographique des permis miniers. Source : Ferrarini, avril 2019.

Le visuel diffusé par l'association *Tulupele* fournit un autre exemple (figure 4). Il relève à la fois de la récupération et de l'agrégation des données (puisque c'est à partir de ces mêmes limites de permis et concessions qu'ont été localisées les zones) mais aussi du montage cartographique (puisque ces zonages ont été remplacés par des extraits de secteurs de déforestation, pris ailleurs en Amazonie, pour montrer le potentiel dévastateur de l'industrie extractive). Dans les deux cas, la carte sert à marquer les esprits, à rendre tangible un risque, à matérialiser ce qui est jugé comme une menace.

⁴⁰ *Ibid.*



Figure 4 : Tweet de l'association Tulupele pour dénoncer la déforestation associée aux activités aurifères. L'image de droite est produite à partir d'une capture de Google Maps sur laquelle la superficie des titres miniers accordés a été remplacée par des photos aériennes provenant de mines (de région amazonienne) ou de zones déforestées. L'auteur précise que « cette superficie a été réduite de 30 % pour ne pas généraliser l'idée reçue selon laquelle l'emprise totale des titres miniers générerait une déforestation totale ». Source : <https://twitter.com/tulupele>, 18 mai 2019.

Enfin, le troisième registre de revendication observé en Guyane passe par la production de données inédites ou impossible à obtenir. Ainsi, l'Observatoire des Activités Minières (OAM) est un dispositif piloté par la Préfecture en partenariat avec le Parc amazonien, les Forces Armées de Guyane, la Gendarmerie, l'Office National des Forêts et les services déconcentrés de l'État. L'OAM a mis en œuvre une plateforme qui permet à ses partenaires d'échanger leurs données (prétraitements sur des images satellites, repérages issus de survols en hélicoptère, traces GPS recueillies sur le terrain...) pour assurer un suivi coordonné de l'activité des *garimpeiros*⁴¹. Des données de synthèse agrégeant les informations confidentielles sous la forme d'une carte et d'indicateurs étaient régulièrement diffusées pour informer la population des évolutions des activités illégales. Un changement de doctrine de la Préfecture a interrompu cette diffusion *grand public*. Constatant l'indisponibilité des données et l'incapacité pour les citoyens de disposer d'un état des lieux et d'un suivi de la situation, le WWF a lancé le projet OPPEn⁴². Un atelier de cartographie participative a été organisé en 2016. Des volontaires ont

⁴¹ Orpailleurs illégaux en provenance du Brésil.

⁴² Observatoire Participatif des Pressions Environnementales.

délimité les zones déforestées par l'activité minière sur la base d'images satellites Landsat 8. Face au silence des autorités publiques, ces données largement diffusées (dans la presse et sur des portails cartographiques) mettent en lumière un phénomène cryptique difficile à quantifier. Si leur méthode de production peut être discutée, le simple fait d'exister et d'être diffusées font de ces données un référentiel désormais incontournable, repris même par les autorités publiques !

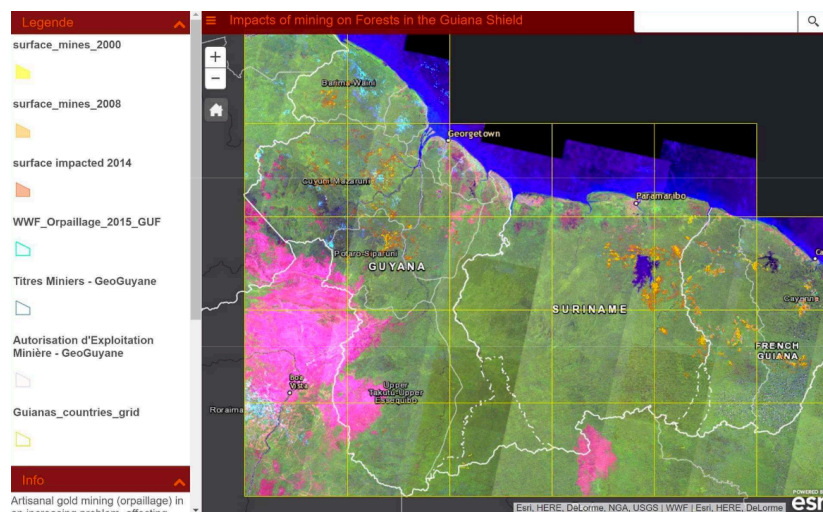


Figure 5 : Portail cartographique, support à l'atelier de cartographie participative organisé dans le cadre du projet OPPEn du WWF Guyane. Source : Shapiro et Thibault, 2016.

Ces quelques exemples emblématiques illustrent l'inversion du pouvoir des cartes depuis quelques années : la carte peut dorénavant donner la voix aux citoyens en permettant à des non spécialistes de la cartographie de mettre à plat des controverses ou des conflits spatiaux et de les porter sur le devant de la scène. Le pouvoir émancipateur des cartes et les effets concrets de ces productions citoyennes restent, cependant, encore à questionner, tant la présence autochtone dans ces *combats de cartes* semble marginale.

Renverser le pouvoir des cartes : vers une contre-cartographie autochtone ?

En Guyane, un désir de cartes... encore inassouvi

Si l'émergence de contre-cartes permet de mettre en lumière des représentations alternatives aux cartes dominantes, certains universitaires ont critiqué ces pratiques en raison de la subordination constante des visions spatiales autochtones du monde aux technologies et aux histoires occidentales. C'est en effet en adoptant les *armes* des dominants, *i.e.* leurs

modalités de représentation, que la plupart des contre-cartes entrent dans le débat public.

En Guyane, il est frappant de constater que les initiatives de contre-cartographies précitées sont toutes portées par des environnementalistes et non par des collectifs autochtones. Les cartes mises en circulation sont ainsi très conventionnelles dans leur forme, reproduisant ou détournant la sémiologie des cartes occidentales.

Pourtant, une forme de *désir de cartes* des communautés autochtones s'exprime depuis quelques années en Guyane. Déjà, lors de l'enquête publique pour le Schéma Départemental d'Orientation Minière, document de planification visant à spatialiser les activités minières à moyen terme, le Conseil Consultatif des Populations Amérindiennes et Bushinengue avait émis, en 2011, un avis défavorable au zonage qui était proposé. Les membres du Conseil avaient alors insisté sur l'importance de voir se développer « une cartographie participative initiée et réalisée avec le concours des populations amérindiennes et bushinengue » (avis du 11/01/2011). Plus de 8 ans après cet avis, c'est le processus de rétrocession foncière qui semble réactiver ce souhait. Lors de la crise du printemps 2017, des revendications multiples autour du collectif *pou Lagwiyann dékolé* ont notamment mis en lumière le besoin d'une meilleure maîtrise locale du foncier guyanais. L'État s'est alors engagé, dans le cadre des Accords de Guyane, à rétrocéder aux communautés autochtones 400 000 hectares de terre. L'identification *des 400 000* nécessite de localiser le foncier concerné. L'opération est délicate et, trois ans après, aucune proposition n'est encore sur la table. Plusieurs collectifs amérindiens comme l'Organisation des Nations Autochtones de Guyane ou la Jeunesse Autochtone de Guyane ont fait part de leur volonté de voir s'engager une démarche de cartographie les incluant pleinement dans le processus même de production. Il s'agit, avant même de cartographier les zones revendiquées, de localiser la présence autochtone (les sites de pêche, de chasse, d'habitat, de mémoire, etc.). C'est pourquoi un projet de formation devrait voir le jour, dans les mois qui viennent, pour que les collectifs autochtones puissent eux-mêmes cartographier leur territoire.

La contre-cartographie comme arme à double-tranchant

Les enjeux d'une telle formation sont multiples car l'histoire de ces cinquante dernières années montre que la contre-cartographie a été, pour bien des communautés amérindiennes, des instruments à double-tranchant, à la fois d'émancipation et de reproduction de certaines formes de domination coloniale. En effet, les cartes ont, à de multiples reprises, contribué efficacement à la défense de droits fonciers ou territoriaux des Amérindiens face aux États, autorités locales ou entreprises. Toutefois, ces cartes ont eu des effets parfois ambigus pour les sociétés autochtones. Ainsi que le soulignent Irène Hirt⁴³, si les peuples autochtones font des cartes pour défendre des droits territoriaux, ils n'ont souvent guère le choix que

⁴³ Irène HIRT, « Cartographies autochtones. Éléments pour une analyse critique », *L'Espace géographique*, vol. 38, n° 2, 2009, p. 171-86.

de recourir aux codes et au langage cartographique de la société dominante, lesquels s'inscrivent dans les présupposés territoriaux de l'État moderne. Les représentations cartographiques qui en résultent sont alors déconnectées des modes de territorialisation propres aux sociétés autochtones. Il ne s'agit pas d'un problème technique, lié à l'outil cartographique, mais bien davantage d'un problème lié à l'ontologie territoriale sous-jacente à l'usage qui est fait de cette technique et qui consiste à imposer une vision du monde, une lecture du territoire qui se veut universelle mais qui n'est en réalité que le reflet d'une culture et d'une histoire données. La cartographie a ainsi pu être dénoncée comme une « technologie coloniale »⁴⁴ qu'il s'agit de décoloniser.

Aujourd'hui, ces débats ont évolué, notamment sous l'effet de l'appropriation créative, par des cartographes autochtones eux-mêmes, des outils et modes de représentations cartographiques modernes. Par exemple, le réseau *MappingBack*, né en octobre 2017 à Montréal, organise des ateliers qui visent à explorer de nouvelles formes d'expressions cartographiques susceptibles de représenter les multiples problèmes, perceptions, significations, histoires et émotions en jeu lors de l'arrivée d'activités extractives en territoires autochtones⁴⁵. La contre-cartographie tente ici de renverser doublement le pouvoir des cartes : d'un point de vue politique en s'opposant aux visions dominantes, d'un point de vue épistémologique, en cherchant des modes d'expression alternatifs.

Les défenseurs de la cartographie radicale comme William Bunge⁴⁶ dont le projet était de faire des cartes des armes critiques et de contre-pouvoir, soutiennent que la production de contre-cartographies est porteuse d'une mise en visibilité d'éléments de réalité qui échappent aux représentations dominantes de l'espace et du territoire. Puissance révélatrice et performative qui consiste à objectiver et objectifier des réalités territoriales en les montrant, les batailles cartographiques peuvent, en effet, être appréhendées comme des batailles politiques car elles soulèvent des enjeux de visibilité. Ainsi au Canada, dès 1976, *The Inuit Land Use and Occupancy Project* proposait de documenter les pratiques et représentations inuit de l'environnement sur un espace terrestre et marin de plus de 2,8 millions de km² à l'intérieur de ce qui correspondait alors aux Territoires du Nord-Ouest et du Nord-est du Yukon. Les *map biographies* réalisées alors étaient constituées de l'agrégation d'itinéraires individuels de chasse, pêche, cueillette et trappe sur fonds de cartes topographiques, recueillis par le biais de témoignages oraux. Ces cartes ont montré que loin d'être vides, tel que suggéré par les imaginaires coloniaux, les territoires

⁴⁴ Ryan WALKER, Ted JOJOLA et David NATCHER (dir.) *Reclaiming Indigenous Planning*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2013.

⁴⁵ Sébastien CAQUARD, Annita LUCCHESI, Daviken STUDNICKI-GIZBERT, Leah TEMPER et Thomas MCGURK, « Using maps as a weapon to resist extractive industries on Indigenous territories », *op. cit.*

⁴⁶ William BUNGE, *Fitzgerald. Geography of a Revolution*, Schenkman Publishing Company, Cambridge, Massachusetts, 1971.

inuits étaient saturés de toponymes, de caches de nourriture, de lieux de campement, et de routes de migration humaine et non humaine⁴⁷.

L'exemple guyanais a, cependant, permis de souligner que les développements de la contre-cartographie sont porteurs d'une promesse paradoxale : les contre-cartes offrent, en effet, une diversité de représentations de l'espace mais leur mise en avant dans le débat public semble privilégier les contenus les plus conventionnels. Il est donc temps de revoir ces représentations cartographiques dominantes et ces processus conventionnels afin de pouvoir présenter et confronter différentes conceptions du monde.e

⁴⁷ Irène HIRT, « Cartographies autochtones » in Bernard DEBARBIEUX et Irène HIRT (dir.), *Politiques de la carte*, Londres, ISTE Éditions, 2021.